



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2297

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Philippe Martin, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Philippe Martin. Depuis des mois dans cet hémicycle, vous n'avez de cesse, monsieur le Premier ministre, de caricaturer les propositions du parti socialiste (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) et d'attaquer avec violence sa première secrétaire, Martine Aubry. (*Huées et rires sur les bancs du groupe UMP.*)

Depuis deux jours, vous n'avez à la bouche que les mots " dérapage " et " injure " mais le seul dérapage que nous connaissons, c'est celui des déficits publics depuis 2002, dont vous êtes responsable. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Quant à l'injure, mes chers collègues, nous ne devons pas en avoir la même définition.

M. Dominique Dord. Et Madoff ?

M. Philippe Martin. L'injure, pour nous, c'est de promettre aux Français, les yeux dans les yeux, que le chômage va baisser et de constater qu'il augmente sans cesse depuis.

M. Christian Eckert. Très juste !

M. Philippe Martin. L'injure, pour nous, c'est d'accepter sans broncher de verser des chèques de 1,8 million d'euros aux cent contribuables les plus fortunés et de laisser des millions de Français dans le dénuement, la précarité et le surendettement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Démagogues !

M. Philippe Martin. L'injure, c'est un Président qui prétend être celui du pouvoir d'achat et qui n'est devenu que le Président du bouclier fiscal. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

L'injure, enfin, mes chers collègues, c'est un Président qui, par deux fois, nous a dit qu'il n'avait pas reçu le mandat du peuple pour changer l'âge légal de la retraite à soixante ans, et qui le fait quand même.

Alors, monsieur le Premier ministre, ma question est simple : puisque le Président de la République n'a pas reçu ce mandat, quel est le mandat qui vous permet de décider que les ouvriers, les femmes, les précaires, les plus modestes devront travailler jusqu'à soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf ans pour toucher une retraite complète ? (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Bref, quand allez-vous arrêter cette politique qui injurie l'avenir et maltraite les Français ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, *ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique*. Monsieur le député, ce n'est pas la peine de vous énerver. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Franchement, " injure ", " injure ", vous n'avez que ce mot-là la bouche.

M. Marcel Rogemont. C'est vous !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Quand Mme Aubry, dimanche dernier, se permet d'associer le nom du Président au nom d'un célèbre escroc américain, ce n'est pas de l'injure, monsieur Martin ? (*Huées sur les bancs du groupe UMP.*) C'est une injure insupportable pour les Français, insupportable pour ce que représente aujourd'hui un Président de la République. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Et vous vous permettez de nous donner des leçons ?

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Oui ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Mais de quel droit ?

En ce qui concerne les retraites, puisque vous m'avez questionné sur ce point, jamais vous n'avez réformé un régime de retraite. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Henri Emmanuelli. Ne vous énervez pas !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Jamais vous n'avez eu ce courage. Quand M. Jospin était au Gouvernement, et certains qui sont ici étaient dans son gouvernement, vous avez décidé qu'il n'était pas souhaitable de réformer les retraites, vous avez créé une commission et le fonds de réserve des retraites, c'est tout. Jamais vous n'avez répondu à la question des retraites. Jamais vous n'avez voulu avoir ce courage-là. Et, encore une fois aujourd'hui, vous évitez d'avoir ce courage-là.

Vous essayez d'amuser la galerie, mais ce n'est pas ainsi, monsieur Martin, qu'on devient un parti responsable. Ce n'est pas avec des petits calculs qu'on fait de grandes ambitions. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Alors, revoyez votre copie, voyez ce que sont les réalités et les responsabilités du parti socialiste aujourd'hui, et peut-être qu'alors, les Français vous entendront. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Martin](#)

Circonscription : Gers (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2297

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, solidarité et fonction publique

Ministère attributaire : Travail, solidarité et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 juin 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 juin 2010